

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE

PRIX

DU JOURNAL,

Rue P. Castellanos n. 162.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi et le lendemain de fêtes exceptés. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir.

DE L'ABONNEMENT

3 PIASTRES par mois.

LE PATRIOTE.

Tout ce qui a paru jusqu'à ce jour de l'intéressant feuilleton LES MYSTÈRES DE SAINTE HELENE, sera accordé comme prime aux personnes qui prendront un abonnement au PATRIOTE le 1er septembre.

MONTEVIDEO.

1er SEPTEMBRE 1848

Nous commençons à donner aujourd'hui le récit des tristes événements arrivés à Paris vers la fin du mois de juin. Cette narration imprimée à Paris et dictée dans tous ses plus minutieux détails par la plus stricte impartialité, mérite toute confiance, détruit les assertions absurdes de l'absolutiste correspondant du "Journal do Commercio," et satisfait entièrement la juste curiosité de nos lecteurs.

Nous supprimerons pendant quelques jours la partie littéraire de notre journal afin d'y consacrer une plus grande extension aux nouvelles de France. L'heure avancée à laquelle nous avons reçu nos journaux et notre correspondance ne nous a pas permis de faire cette suppression aujourd'hui comme nous l'aurions désiré.

CORRESPONDANCE DU PATRIOTE.

Paris, 23 juin 1848.

Mon cher ami,

C'est encore sous la pénible impression des quatre jours que nous venons de passer du 23 au 27 que j'écris ces lignes.

J'ai vu la révolution de 1830, celle du 24 février dernier; elles n'approchent pas de celle que nous venons de traverser. Pendant trois jours et trois nuits la fusillade et le canon n'ont cessé de se faire entendre; tout Paris était en feu depuis la barrière des Martyrs jusqu'à la barrière du Trône. Le faubourg Saint Antoine et la rue du même nom sont, comme aussi le quartier latin, criblés de boulets. Le Panthéon a presque disparu sous leurs coups. Les barrières Poissonnière et Rochechouart ont soutenu pendant ces trois jours une lutte acharnée. C'était le communisme contre ce qu'ils appelaient la bourgeoisie. Celle-ci soutenue par la troupe et l'artillerie a eu le dessus. Mais que de maux à déplorer! que de pertes irréparables!!

Cinq de nos meilleurs généraux tués ou blessés, la garde mobile décimée, la garde nationale accablée, un nombre infini de morts et de blessés; l'archevêque de Paris portant aux insurgés des paroles de paix a été tué faubourg Saint Antoine..... 2 juillet 1848.

J'ai parcouru hier de 6 à 11 heures du soir les différents quartiers du foyer de l'insurrection depuis le faubourg du Temple, La Bastille, la rue Saint Antoine, la place Maubert, le Panthéon et le pont Saint Michel: dans ces divers endroits, les maisons sont criblées de balles, de boulets et d'obus. Plusieurs maisons ont été incendiées, et sont aujourd'hui soutenues que par des poutres afin qu'elles ne s'écroulent pas.

M. Emile Girardin, gravement compromis, a été incarcéré, sa feuille qui était la seule hostile à la cause que vous défendez avec tant d'héroïsme à Montevideo depuis plus de cinq ans vient d'être supprimée.

C'est avec bonheur que je vous annonce que M. John Lelong s'étant présenté devant le nouveau gouvernement dès les premiers moments de son installation, en a reçu l'assurance formelle que vous ne seriez pas abandonné.

Voici les journaux supprimés par ordre du chef du Pouvoir Exécutif
La Révolution, La Vraie République, L'Organisation du travail, La Presse, L'Assemblée Nationale, Le Napoléon Républicain, L'Amable Faubourien, Le Lampion, Le Père Duchêne, Le Pilon, La Liberté.

Récit complet

DES EVENEMENTS DES 23, 24, 25 et 26 JUIN.

Quelle cruelle que soit la tâche que nous nous imposons de dérouler de nouveau, jusque dans ses moindres détails, le récit des scènes affreuses qui viennent d'ensanguiner Paris, nous n'hésitons cependant point à le faire, car c'est là un de ces grands enseignements qu'on ne saurait trop de fois mettre sous les yeux d'une nation.

Puisse tout le sang versé rappeler aux générations qui seraient tentées de se jeter à la légère dans les voies dangereuses des utopies anti sociales, quel est l'éprouvantable abyme où vont aboutir de pareils systèmes!

Dieu, cette fois encore, à sauve la France. Tâchons de ne pas laisser la miséricorde divine.

Nous arrivons de suite, et sans plus de préambule, à l'exposé des faits que, du reste, nous nous abstenons durant tout le cours de notre récit, d'accompagner d'aucune espèce de commentaire.

JOURNÉE DU 23.

Depuis plusieurs jours, de graves symptômes de désordre se manifestaient sur plusieurs points de Paris, par suite des mesures que le gouvernement avait cru devoir prendre envers les ateliers nationaux.

Dans l'après midi du 22, une colonne de quatre cents ouvriers, qui était allée le matin avec quatre drapeaux au siège du pouvoir exécutif pour y faire une démonstration presque séditieuse, se rendit à la place de la Bastille et à la barrière du Trône, où elle se recruta de quelques désœuvrés.

Des cris séditieux se firent entendre toute la soirée sur ce point.

Pendant ce temps, d'autres groupes plus menaçants encore se formaient sur la place Saint Sulpice et sur la place du Panthéon; à huit heures et demie, ces groupes se réunirent en une colonne de 4 à 5.000 individus et descendirent sur le quai de l'Hôtel de Ville, traversèrent la place et prirent la direction du faubourg du Temple pour faire jonction avec les ouvriers des quartiers du Temple et Saint Antoine.

En présence de ces fermens de troubles, l'autorité, ne voulant pas sans doute donner un prétexte à l'agitation par un déploiement de forces militaires, s'était bornée à consigner les régimens et à commander des piquets de réserve dans les mairies.

La nuit fut fort bruyante. Des postes furent menacés et des commencemens de barricades furent même essayés dans les quartiers Saint Denis et Saint Martin.

Tout, de plus en plus, présageait pour le lendemain une journée dangereuse. Le 23, à huit heures du matin, il n'y avait plus moyen de conserver quelque illusion pour le maintien de l'ordre.

À huit heures et demie, dans les quartiers Saint Denis, Saint Martin, Rambuteau, de l'Hôtel Dieu, Saint Jacques et Saint Marceau, on voyait des ouvriers, des enfans, des femmes même, élever des barricades.

Entre 9 et 10 heures, le rappel se fit entendre dans tout Paris, appelant deux bataillons par légions sous les armes.

Bientôt après, la générale convoqua la garde nationale tout entière, qui s'empressa de se rendre à ses points ordinaires de réunion.

À 11 heures, les premiers coups de fusil furent échangés entre les insurgés qui avaient construit des fortes barricades sur le boulevard Saint Denis, à l'entrée de la rue Mazagran, sur la chaussée ou terrasse de la rue de Cléry et à la Porte Saint Denis même, et une compagnie de la 2e légion partit spontanément de la mairie sous les ordres du lieutenant colonel Bouillon.

Cette compagnie qui n'avait pu réunir encore que trois

FEUILLETON DU PATRIOTE — 2 SEPTEMBRE 1848.

LES

HEURES DE CAPTIVITÉ

DE NAPOLEON.

MYSTÈRES DE SAINTE-HELENE.

CHAPITRE XII.

UNE SOIRÉE LITTÉRAIRE A LONG WOOD

(Suite.)

Je croyais, après avoir lu les *Contes arabes* de M. Galland, qu'il n'y avait plus rien à dire sur la matière; je me trompais; l'esprit des Arabes est comme le miel, il déborde sur toutes les terres incultes et les fécondes. Mes poètes du Caire me faisaient, sur les aventures les plus grossières et les moins romanesques des soldats de mon armée, des contes très jolis, très spirituels, qui m'intéressaient vivement. La richesse de la broderie absorbait la vulgarité du sujet, et j'étais tout surpris de trouver, dans le récit des amours d'une vivandière et d'un tambour, par exemple, les palais de porphyre, les nains difformes, les meubles d'ivoire, les colliers de perles, les almées voluptueuses et les fleurs enchantées qui flattent si délicieusement les sens et l'esprit dans le continuel bavardage de la sultane Scherazade. Mais à tout prendre, dit Napoléon en terminant, ces aventures de soldats européens arrangées à la mode arabe étaient des

N° 42.

coupes de fayence qu'on doublait d'or et que l'on incrustait de diamans.

Un soir que le grand maréchal avait lu, d'après le désir exprimé de Napoléon, quelques fragmens du *Dictionnaire historique* de Bayle, et plusieurs pages du fameux ouvrage du père Mallebranche sur la découverte de la vérité, l'Empereur, qui avait été vivement impressionné par la haute philosophie de Bayle, et par l'élégante et riche imagination du père Mallebranche, qui, selon Locke: « avait habillé la raison avec les fleurs de la poésie, » l'Empereur, disant-nous, s'écria, après que le lecteur eut cessé de parler:

Bayle, en philosophie, et Mallebranche en métaphysique, sont les premiers philosophes des temps modernes. Locke, Spinoza et Leibnitz lui-même, dont Voltaire a chanté si hautement les louanges au détriment des philosophes français, ne sont pas comparables à ces deux hommes, non seulement par la clarté des raisonnemens, mais encore par la forme et le nerveux du style. Bayle a rendu un immense service à l'histoire en la débarrassant de ces formes de convention qui tendent à dénaturer les faits et à obscurcir les événements. Bayle a appris à douter, et le scepticisme, est une vertu en histoire et en philosophie. Mallebranche, de son côté, en réfutant Descartes dont le mérite est incontestable, dans quelques parties de sa philosophie, a également bien mérité de la postérité. Souvent aussi le bon oratorien paye aussi un trop large tribut à son système, et son imagination l'entraîne trop loin; mais que ne doit-on pas pardonner en faveur de ce style, toujours chargé d'images nobles, grâ-

cieuses ou pittoresques, qui masquent avec tant d'à-propos l'aridité des matières purement métaphysiques! Dans mon opinion, et il y a longtemps que je me la suis faite, Bayle et Mallebranche doivent être mis au premier rang des écrivains français et des idéologues.

À ce mot d'idéologue, le grand maréchal prit la parole et, en souriant, fit observer à Napoléon qu'au temps de sa puissance il avait flâtri cette dénomination d'idéologue.

— Entendons-nous, répondit vivement Napoléon. L'idéologie tant qu'elle ne se mêle que de faits spéculatifs est bonne, utile même; car l'âme, les passions, ces parties intangibles de l'homme, sont naturellement de son domaine. Mais lorsque l'idéologie, répudiant ses tendances, s'avise de se fourrer dans la politique et dans le gouvernement, alors elle ne fait plus que de sottises. Autre chose est de bien connaître les attributions de l'empire ou de savoir conduire les hommes.

L'idéologie proprement dite et comme je veux la définir, ne connaît que des théories sans application et se trouve, par le seul fait de son ignorance, à mille lieues des vérités pratiques du gouvernement. C'est un aveugle qui veut diriger une troupe de clairvoyans; autant vaudrait, pour les nations, être conduites par un aveugle véritable que par un idéologue, car tôt ou tard l'aveugle se cassera le cou et laissera la place à un plus clairvoyant, tandis que les idéologues pars tiennent bon et se relèvent après chaque chute, plus décidés que jamais à se cramponner au pouvoir. Et voyez, si vous plaît, où ces pauvres aveugles veulent mener l'Angleterre et l'Eu-

cent hommes, après avoir dépassé le commencement de barricade qui existait en face de la rue Mazagran, jusqu'à une distance très rapprochée de la barricade élevée à l'angle de la rue Saint Denis, fut reçue par une décharge tirée de quelques pas qui lui tua et blessa beaucoup de monde.

Cependant un bataillon de la même légion, sous les ordres de M. Coraly, représentant du peuple, étaient arrivés en renfort sur le lieu de la lutte, et un détachement de la 3e légion ayant débouché par la rue Mazagran, la lutte s'engagea plus sérieusement. Pendant une demi heure, elle dura vive et acharnée. Aux feux de pelotons réguliers de la garde nationale, les insurgés répondaient en tirailleurs, non seulement de leurs barricades, mais des fenêtres des maisons voisines où partie d'entre eux s'étaient embusqués.

Mais enfin la barricade fut enlevée par un élan impétueux de la garde nationale, mais aux prix de grands sacrifices. Le nombre de morts fut de 15, et celui des blessés bien plus considérable encore; parmi les premiers se trouvèrent MM. Avial banquier, Delplanche, maître de pension et Leclerc, fils du propriétaire d'un établissement de bains.

Parmi les blessés, MM. les chefs de bataillon Lefevre, Thayer et M. Bertin, ancien notaire.

Ici se place ce trait admirable d'abnégation patriotique qui restera consigné dans l'histoire :

Un garde national de la 3e légion, nommé Leclerc, voit tomber à côté de lui son fils mortellement frappé : " J'ai laissé mon autre fils auprès de sa mère. Je vais le chercher, il saura mourir aussi pour la cause de l'ordre. " En effet, il remporta son fils blessé sur ses épaules, et il revint au combat accompagné de son second fils.

Sur la barricade qu'ils venaient d'enlever, les gardes nationaux trouvèrent le cadavre d'une grande et belle jeune personne qui, tête et bras nus, ayant un drapeau à la main, s'était, au plus fort de l'action, avancée par dessus la barricade jusqu'à l'entrée de la rue de Cléry, en provoquant la garde nationale de la voix et du geste.

Le général Lamoricière qui venait en toute hâte par le boulevard avec des forces imposantes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, n'arriva que pour assister et applaudir au brillant fait d'armes de la garde nationale.

Tandis que ces faits se passaient à la porte Saint Denis, et qu'une attaque à peu près semblable obtenait le même résultat à la porte Saint Martin, la lutte s'engageait non moins ardente sur d'autres points. A La Villette, on avait pillé vingt cinq caisses de cinquante mousquetons chacune, et des barricades avaient été élevées non seulement hors de la barrière, mais dans tout le faubourg Saint Denis et le faubourg Poissonnière, depuis la rue de Chabrol jusqu'à la rue Bergère. Ces barricades, attaquées par les 3me et 5me légions, par la troupe de ligne et par la garde mobile, étaient défendues par un feu meurtrier; cependant elles furent assez promptement enlevées.

Au faubourg Saint Antoine et au Marais, on se battait avec un égal acharnement; rue Culture Sainte Catherine surtout une barricade, haute et profonde, protégeant les insurgés, offrait une résistance telle, qu'à quatre reprises

différentes, les forces qui l'attaquaient avaient été repoussées. Dans un dernier effort qui, cette fois, eut pour résultat la prise de la barricade, le général Clément Thomas, qui s'était placé à la tête d'une compagnie de la 8me légion fut blessé à la cuisse.

Sur un point tout opposé, dans le quartier du Jardin des Plantes, dans le quartier Saint Victor, au faubourg Saint Marceau, dans la Cité, la coalition armée avait pris les proportions d'une véritable bataille. Dès le matin, le bataillon de garde mobile caserné rue Mouffetard avait été désarmé, et là on voyait avec douleur quelques uniformes de la garde nationale mêlés sur les barricades à la blouse noircie de poudre des insurgés.

Au pont Saint Michel, au petit pont de l'Hôtel Dieu, dans la rue Saint Severin, dans les rues avoisinant la place Maubert, des barricades formidables avaient été élevées. Une compagnie du 12me régiment d'infanterie de ligne ayant été envoyée de la préfecture de police pour le reconnaître et pour appuyer un commissaire chargé de faire les sommations, fut accueillie par une fusillade qui blessa le capitaine et tua derrière lui un voltigeur. La garde nationale alors (11 légion) se mit en mesure d'enlever la barricade du pont Saint Michel, tandis que la garde républicaine attaquait celle du petit pont de l'Hôtel Dieu.

C'est là qu'un des plus braves officiers de la 11 légion, M. Francis Masson, avoué près le tribunal de première instance, chef de bataillon de cette légion, a péri victime de son intrépidité....

Il s'était avancé, suivi de gardes nationaux jusqu'à la barricade du pont Saint Michel, malgré le feu de ceux qui la défendaient, s'y elanga le premier, et de sa main, désarma un officier de la garde nationale qui combattait avec les émeutiers, et le conduisit prisonnier à la Préfecture de police, tandis que l'on détruisait cette première barricade pour marcher sur celles qui la soutenaient en arrière. Ce prisonnier déposé au poste, M. Masson se hâtait de regagner la place de Saint Michel, suivi de quelques voltigeurs du 12e de ligne, lorsque, au moment où se mettant à la tête des gardes nationaux de son bataillon, il s'avancait vers l'église Saint Severin, dont les cloches mises en branle par les insurgés sonnaient le tocsin, une décharge partant de la barricade, presque à bout portant, l'étendit raide mort, atteint d'une balle au front.

Ce fatal événement, loin de ralentir l'ardeur de la garde nationale et de la troupe de ligne, ne fit au contraire que l'électrifier. Tous se précipitèrent sur la barricade, qui fut enlevée.

Pendant ce temps, la garde républicaine attaquait la barricade au petit pont de l'Hôtel Dieu, défendue par des ouvriers en costume de travail et quelques gardes nationaux en uniforme. Une terrible fusillade s'engagea sur ce point et se prolongea près de trois quarts d'heure; le 12e de ligne et la 11e légion se joignirent à la garde républicaine, qui, dès la première attaque, avait perdu un officier et six hommes; mais cette barricade, protégée par un feu qui partait des fenêtres de l'Hôtel Dieu, ne put être enlevée: l'on vit même les rangs de ceux qui la défendaient se grossir d'une partie des gardes républicains.

Il était alors cinq heures du soir : une sorte de suspen-

sion d'hostilités eut lieu, et les insurgés en profitèrent pour réédifier plus fort qu'auparant la barricade du pont Saint Michel.

Pendant que des mesures énergiques étaient prises par l'autorité militaire pour comprimer l'émeute qui menaçait de s'étendre déjà, comme un vaste réseau, sur toute la capitale, l'Assemblée nationale ne demeurait point inactive.

L'Assemblée, d'après son ordre du jour, ne devait entrer en séance qu'à une heure, mais tous les représentants éprouvant l'impérieux besoin de se concerter, s'étaient réunis d'un commun accord dans l'ancienne salle des séances de la chambre des députés; M. Portalis, l'un des vice présidents, occupait le fauteuil; les membres présents étaient au nombre de 3 ou 400.

Bientôt M. le président Senard, qu'on avait envoyé avertir, est accouru et s'est empressé de monter à la tribune pour communiquer à ses collègues les renseignements qui lui avaient été transmis.

M. Senard, instruit dès la veille, par la commission exécutive, des événements qui se préparaient, déclara qu'il avait regardé comme un devoir de concerter avec le gouvernement les mesures à prendre pour protéger la République et l'Assemblée, la liberté et l'ordre. Convaincu que l'unité était surtout, pour le pouvoir militaire, la première condition de la force, il avait voulu concentrer le commandement en chef de la garde nationale et de toutes les troupes dans une seule main, et il avait fait choix de M. le général Cavaignac, ministre de la guerre. Nul ne lui avait paru réunir à un plus haut degré toutes les conditions que suppose une si importante délégation; ce nom résumait pour lui, comme il représentait certainement pour tous, courage, décision, fermeté, patriotisme et dévouement à la République.

M. Senard ajouta qu'en constituant ainsi une immense autorité militaire, il n'avait pas cru excéder les pouvoirs que l'Assemblée lui avait conférés. La chambre, en l'honorant de ses suffrages, ne s'était certainement pas bornée à regarder le fauteuil; elle n'avait pas entendu limiter sa mission au droit de réclamer le silence et d'assigner des tours de parole.

Une adhésion unanime accueillit les communications de M. Senard, ainsi que la promesse faite par M. le président au général Cavaignac de ne gêner en rien son initiative et ses mouvements, et de ne pas même chercher à influencer par voie de conseil ses déterminations. Tout le monde a compris qu'il n'y avait de commandement efficace qu'à la condition de se mouvoir dans une complète liberté.

M. Senard ensuite fit savoir à l'Assemblée que les premières dispositions prises avaient consisté à masser toutes les forces disponibles autour de l'Assemblée comme dans un centre d'où elles rayonneraient sur tous les points.

Enfin, il engagea les représentants à maintenir en séance publique leur ordre du jour de la veille, et à reprendre sous les yeux du public, l'attitude silencieuse et calme que, dans la journée du 15 mai, ils avaient si majestueusement gardée en face de l'émeute.

Les déterminations prises dans cette assemblée préparatoire furent ratifiées à la séance publique.

rope: par l'inconcevable entêtement à un principe poussé jusque dans ses dernières conséquences, ils veulent abolir l'esclavage dans les colonies anglaises. L'humanité, l'égalité, voilà leur mot d'ordre et de ralliement.....Eh bien !...ils réussiront, car ils errent le plus haut et le plus fort: mais qu'en résultera-t-il? Chaque colonie anglaise sera traitée par les noirs comme Saint Domingue.. La race blanche sera massacrée par la race nègre: le fer, la flamme seront employés par les négriers, grâce aux idéologues, pour arriver au plus vite à cette émancipation que de sages dispositions auraient pu leur donner plus tard sans commotions et sans secousse. Je sais bien qu'il entre dans la politique de l'Angleterre de compromettre ses colonies, pour ruiner plus sûrement celles des nations rivales, elle se rend borge volontiers pour pouvoir croquer les yeux de ses victimes: mais ce qu'il y a de plus affreux dans tout ceci, c'est que les idéologues français ne voudront pas voir le piège tendu par l'Angleterre et clauderont de la meilleure foi du monde pour faire gagner la partie à notre perfide ennemie. Ainsi la France devra à ses idéologues, outre les malheurs incalculables de sa longue révolution, la ruine de sa marine, de ses intérêts commerciaux et de ses colonies. Tout le temps que j'ai été au pouvoir, j'ai mis bon ordre à l'intempérance de langue de ces malheureux songe creux, qui criaient alors à la tyrannie et au despotisme ! Aujourd'hui ils peuvent, tout à leur aise, prêcher leurs dangereuses maximes et agrandir le cercle de leurs prosélytes parmi les niais, qui ne laissent jamais de se laisser prendre aux appâts d'une idée nouvelle. La France un jour me saura gré

d'avoir éloigné constamment ces brouillons des affaires publiques, et soupirera après la fermeté salutaire de mon gouvernement, mais il ne sera plus temps. Les idéologues se seront ancrés au pouvoir et tous les désastres viendront fondre sur notre noble et généreuse patrie.

L'assemblée avait écouté en silence cette chaleureuse improvisation, où les idées profondes, les vues politiques les plus saines, avaient été formulées dans un langage nerveux. On était encore sous l'influence de cette parole éloquente, lorsque Napoléon reprit d'une voix plus posée,

— Quel pays que cette France ! Les écrivains même du second et du troisième ordres ont des mérites qui fondraient chez d'autres peuples une réputation brillante. Je me rappelle qu'étant à Valence et passant tout mon temps à lire les livres utiles à ma profession, puis aussi des ouvrages d'histoire, de philosophie, de voyages et même de théologie, fit Napoléon en souriant, je me souviens, dis je, que, dans mes recherches sur les poudreuses tablettes du libraire Marc Aurelle, aux yeux duquel je passais pour un véritable engloutisseur de volumes, il me tomba sous la main les œuvres du Rivault de Pleusance. Comme les œuvres de cet écrivain contenaient, entre autres choses, un essai sur l'artillerie, je m'en emparai. Mais quel ne fut pas mon étonnement de trouver, outre la partie qui avait trait à mon métier, des opuscules de politique et de morale écrits d'un style entraînant. Je remarquai surtout, et je lus avec un indicible plaisir, un chapitre intitulé: *L'Art d'embellir*, tiré du sens de ce paragraphe sacré, *La Sagesse embellit la figure*. Ce chapitre me parut charmant, et je me rangeai de l'avis de Mal-

herbes qui le célébra, lors de son apparition, par un sonnet que j'ai retenu et que je vais vous citer, mesdames, pour vous dédommager, par un peu de poésie, de toute la méchante prose que je fais depuis une heure.

Ici l'Empereur se gratta le front pour bien se rappeler ses souvenirs et bientôt cita, de mémoire, ce joli sonnet de Mulherbes adressé à l'auteur de *L'Art d'embellir*:

« Voyant ma Calixte si belle,
Que l'on n'y peut rien désirer,
Je ne pouvais me figurer
Que ce fût chose naturelle.
J'ignorais ce que pouvait être
Qui lui colorait ce beau teint
Où l'aurore même n'atteint
Quand elle commence de naître. »

Cette citation si heureusement faite, mit Napoléon en belle humeur; il devint communicatif; et, abandonnant les réflexions austères que la lecture de Bayle et de Mallebranche lui avaient suggérées, il poursuivit ainsi en dirigeant son regard sur les comtesses Bertrand et Montolon :

Entre trois et quatre heures, M. le général Cavaignac, qui avait été investi, par un décret de l'Assemblée nationale, du commandement de toutes les forces militaires réunies à Paris, se dirigea vers les barricades de la rue Saint Antoine. M. Clément Thomas, qui, en présence du danger, avait repris le commandement de la garde nationale, l'escortait. Ils étaient tous deux accompagnés par six représentants qui avaient voulu tenter de mettre fin par leur parole, à cette lutte parricide; c'étaient MM. Landrin, Jules Favre, Flandin, Prudhomme, de Ludre et Ekreen. A leur approche, quelques barricades furent abandonnées; mais ceux qui gardaient la barricade de la rue Culture Sainte Catherine Saint Antoine refusèrent de se rendre.

En vain on leur démontra que toute résistance était inutile, et qu'il fallait prévenir l'effusion de sang, les insurgés déclarèrent qu'ils ne se retireraient pas, et au même moment une fusillade partie des fenêtres des maisons fut dirigée sur la garde nationale et la troupe. Deux fois l'attaque fut tentée, deux fois, malgré leur résolution, les assaillants, mitraillés par les fenêtres, durent renoncer à attaquer de front la barricade pour déloger les insurgés postés dans les maisons.

Il fallut enfin employer le canon pour forcer la position.

M. Clément Thomas fut blessé dans une de ces attaques. A quatre heures, les troupes attaquèrent une barricade au Château Landon, rempart formidable formé de matériaux devant servir au chemin de fer de Strasbourg. Les balles étaient impuissantes devant un tel obstacle. A 5 heures, quatre coups de canon enfoncèrent cette barricade.

A la même heure, une colonne de la première légion marchait contre une barricade rue Nationale St Martin. Une vingtaine d'insurgés tiraient de là sur la garde nationale, lorsqu'un vieillard, portant l'uniforme de lieutenant général gravita la barricade; au même instant, un jeune homme lui place sous le meuton un pistolet, le menaçant de tirer s'il faisait un pas de plus. Le vieux soldat décroche l'armée avec sang froid et franchit les pierres amoncelées. Les insurgés cèdent.

Cet officier général était M. Piré, lieutenant général

en retraite.

A ce moment de la journée, on acquiert enfin la triste certitude qu'il ne s'agit plus d'une simple émeute, mais d'une véritable guerre civile.

Des ordres sont expédiés dans les villes voisines pour faire diriger en toute hâte les troupes disponibles sur Paris.

A 5 heures et demie, M. le général Cavaignac et M. de Lamartine, accompagnés d'un groupe de représentants où se trouvaient M. Dornés et M. Pierre Napoléon, parcourent à cheval la ligne des boulevards.

Ils sont suivis d'un escadron de cavalerie et d'une pièce de canon.

Dans cette reconnaissance, M. Dornés est grièvement blessé au bras, et M. Pierre Napoléon a son cheval tué sous lui.

Cependant la fusillade et le feu de l'artillerie ne cessent de se faire entendre du côté du faubourg Saint Jacques et dans le quartier Saint Antoine. Aux environs de l'église Saint Paul à sept heures, les barricades élevées sur ce dernier point sont enlevées par le général Cavaignac en personne.

Les insurgés après avoir opposé une résistance désespérée, se replient dans le faubourg Saint Antoine et y organisent un formidable plan de défense qui commence à la place de la Bastille et s'étend jusqu'aux environs de la barrière du Trône dans toute la longueur dans la vaste rue du faubourg Saint Antoine.

Des engagements fort sérieux mais encore sans résultats définitifs ont lieu dans la Cité aux abords de l'Hôtel de Ville et au bas de la rue Saint Jacques, au Panthéon, au faubourg Poissonnière et aux environs du débarcadère du chemin du Nord.

— On apprend que M. Bixio, représentant du peuple, et chargé d'affaires de la république à Turin, a été blessé mortellement. On dit également que M. le général Bedeau, grièvement blessé à la jambe, a dû céder son commandement au général Lamoricière.

— A neuf heures, la garde nationale, la troupe de ligne, la garde mobile, la garde républicaine se développent sur toute la ligne des quais. Les ponts sont gardés; on ne les traverse plus; toute communication entre les

deux rives de la Seine est rigoureusement interdite.

A dix heures, l'Assemblée nationale qui s'est réunie en séance de nuit est déclarée en permanence par le décret suivant :

" Art. 1er. L'Assemblée nationale se déclare en permanence.

" 2. L'Assemblée nationale, décidée à remplir dans toute leur étendue les grands devoirs, que la confiance de la nation lui impose, compte fermement, pour le maintien des lois et des institutions démocratiques conquises par la France, sur le patriotisme et le concours de tous les bons citoyens. Vive la République ! "

A dix heures et demie, l'ordre du jour suivant est affiché dans tout Paris.

" Par ordre du président de l'Assemblée nationale et de la commission du pouvoir exécutif, le général Cavaignac, ministre de la guerre, prend le commandement de toutes les troupes, garde nationale, garde mobile, armée.

" Unité de commandement.

" Obéissance.

" La sera la force, comme la est le droit. "

Cet ordre du jour est signé par les citoyens :

Sénard président de l'Assemblée nationale, et Arago, Marie, Garnier Pagès, Lamartine et Ledru Rollin, membres de la commission exécutive.

Cette même commission fait en même temps afficher une proclamation adressée aux ouvriers.

A onze heures, les gardes nationales de la banlieue et des villes voisines affluent à Paris.

Deux régiments de cuirassiers arrivent de Versailles.

A minuit les insurgés, qui occupaient la place de la Bastille engagent une fusillade très vive avec les défenseurs de l'ordre.

D'un autre côté, les insurgés reprennent possession de la barricade du pont Saint Michel dont on les avait délogés dans la journée. Mais cette barricade est presque aussitôt enlevée de nouveau par la troupe.

Ces deux engagements sont les deux seuls événements graves de la journée.

On n'entend plus qu'à et là que des coups de fusil isolés, et le cri lugubre de : *Sentinelles ! prenez garde à vous !* qui retentit de toutes parts.

Malgré cette apparence de calme renaissant, Pa-

Cet esprit de dénigrement du roi dont ils étaient les ministres était le fond de la conjuration de madame Roland. Chez Roland, ce n'était qu'une humeur chagrine; chez ses collègues, c'était une rivalité de patriotisme avec Robespierre. Chez madame Roland c'était la passion de la république qui s'impatience d'un reste de trône, et qui souriait avec complaisance aux factions prêtes à renverser la monarchie. Quand les factions n'avaient plus d'armes, madame Roland et ses amis s'empresaient de leur en prêter.

II.

On en vit un fatal exemple dans une démarche du ministre de la guerre Servan. Ce ministre, dominé par madame Roland, proposa à l'Assemblée nationale, sans l'autorisation du roi et sans l'aveu du conseil, de rassembler un camp de vingt mille hommes autour de Paris. Cette armée, composée de fédérés choisis parmi les hommes les plus exaltés des provinces, devait être, dans le plan des Girondins; une sorte d'armée centrale de l'opinion, dévouée à l'Assemblée, contre balayant la garde du roi, comprimant la garde nationale, et rappelant cette armée du parlement aux ordres de Cromwell, qui avait mené Charles Ier à l'échafaud.

L'Assemblée, à l'exception du parti constitutionnel, saisit cette idée comme la haine saisit l'arme qui lui est offerte. Le roi sentit le coup. Dumouriez

comprit la perfidie. Il ne put contenir sa colère contre Servan dans le conseil. Ses reproches furent ceux d'un loyal défenseur de son roi. Les réponses de Servan furent évasives, mais provocantes. Les deux ministres mirent la main sur leur épée, et, sans la présence du roi et l'intervention de leurs collègues, le sang aurait coulé dans le conseil.

Le roi voulait refuser sa sanction au décret des vingt mille hommes. « Il est trop tard; dit Dumouriez; votre refus trahirait des craintes trop fondées, mais qu'il faut se garder de montrer à vos ennemis. Sanctionnez le décret, je me chargerai de neutraliser le danger de ce rassemblement. » Le roi demanda du temps pour réfléchir.

Les Girondins sommèrent le lendemain le roi de sanctionner le décret sur les prêtres non assermentés. Ils rencontrèrent la conscience religieuse de Louis XVI. Appuyé sur sa foi, ce prince déclara qu'il mourrait plutôt que de signer la persécution de son église. Dumouriez insista autant que les Girondins pour obtenir cette sanction. Le roi fut inflexible. En vain Dumouriez lui représenta qu'en se refusant à des mesures légales contre le clergé non assermenté, il exposait les prêtres au massacre et se rendait ainsi responsable du sang qui serait répandu. En vain il lui représenta que ce refus de sanction dépopulariserait le ministère et lui enlèverait ainsi toute espérance de sauver la monarchie. En vain il s'adressa à la reine et la conjura, par ses sentiments de mère, de s'unir aux

furent communiquer ses instructions. Elles portaient que « le roi joignait ses prières à ses exhortations pour conjurer les émigrés de ne point faire perdre à la guerre prochaine son caractère de puissance à puissance, en y prenant part au nom du rétablissement de la monarchie. Toute autre conduite produirait une guerre civile, mettrait en danger les jours du roi et de la reine, renverserait le trône, ferait égorguer les royalistes. » Le roi ajoutait « qu'il conjurait les souverains armés pour sa cause de bien séparer dans leur manifeste la faction des Jacobins de la nation, et la liberté des peuples de l'anarchie qui les déchire; de déclarer formellement et énergiquement à l'Assemblée, aux corps administratifs, aux municipalités, qu'ils répondraient sur leurs têtes de tous les attentats qui seraient commis contre la personne sacrée du roi, de la reine, de leurs enfants, et enfin d'annoncer à la nation que la guerre ne serait suivie d'aucun démembrement, qu'on ne traiterait de la paix qu'avec le roi, et qu'en conséquence l'Assemblée devait se hâter de lui rendre la plus entière liberté pour négocier au nom de son peuple avec les puissances. »

Mallet Dupan développa le sens de ces instructions avec la supériorité de vues, et l'énergie d'attachement au roi dont il était capable. Il peignit en couleurs tragiques l'intérieur du palais des Tuilleries et les terreurs dont la famille royale était assiégée. Les négociateurs furent émus jusqu'à

l'attendrissement. Ils promirent de communiquer ces impressions à leur souverain, et donnèrent à Mallet Dupan l'assurance que les intentions du roi seraient la règle et la mesure des paroles que le manifeste de la coalition adresserait à la nation française.

Cependant il ne lui dissimulèrent pas leur étonnement de ce que le langage des princes français émigrés à Coblenz était si opposé aux vues du roi de Paris. « Ils témoignent ouvertement, disent-ils, l'intention de reconquérir le royaume pour la contre révolution, de se rendre indépendants, de détrôner leur frère et de proclamer une régence. » Le confident de Louis XVI repartit pour Genève après cette entrevue. L'empereur, le roi de Prusse, les principaux princes de la confédération, les ministres, les généraux, le duc de Brunswick, se rendirent à Mayence. Mayence, où les fêtes furent interrompues par les conseils, fut pendant quelques jours le quartier général des trônes. On y prit sous l'inspiration des émigrés, des résolutions extrêmes. On se décida à combattre, corps à corps, une révolution qui grandissait de tous les ménagements qu'on gardait pour elle. Les supplications de Louis XVI, les avertissements de Mallet Dupan furent oubliés. Le plan de campagne fut réglé.

ris ne sommeille pas et songe avec terreur aux calamités malheureusement trop probables du lendemain.

Par le packet KESTREL, entré hier dans notre port, nous avons reçu des nouvelles de Paris jusqu'au 3 juillet et de Londres jusqu'au 4.

A Paris, dans la matinée du 23 juin, tous les travailleurs des ateliers nationaux se réunirent au nombre de 70 à 80.000. Aux portes Saint Denis et Saint Martin, dans la rue et faubourg de ce dernier nom, dans les quartiers du Temple, Saint Antoine et Saint Marceau, sur la place du Panthéon et dans les rues Saint Jacques et Loharpe, où ils élevèrent en moins d'une heure plus de 300 barricades. Le moment de repousser les plans fraticides des démagogues était arrivé. Une lutte terrible s'engagea et dura quatre jours. Les insurgés chassés par la mitraille des fortes positions qu'ils occupaient, cernés par la garde nationale et la troupe de ligne, furent dérottés sur tous les points et expulsés de la capitale. Des milliers d'entre eux périrent sur les barricades et dans les maisons démolies par l'artillerie. On combattait des deux côtés avec une bravoure furieuse. Les annales de la guerre civile et des révolutions parisiennes ne présentent aucun exemple d'une lutte aussi acharnée et aussi sanglante.

Au moment où l'insurrection devenait grave, l'Assemblée Nationale nomma le général Cavaignac commandant en chef de toute la force armée et l'investit de pouvoirs illimités pour étouffer la révolte. La commission exécutive et le ministère privés ainsi de pouvoir donnèrent leur démission que fut immédiatement acceptée. La lutte terminée, le général Cavaignac déposa devant l'Assemblée les pouvoirs qu'on lui avait confiés, mais il fut aussitôt nommé chef du pouvoir exécutif, avec le titre de président du conseil, avec autorisation d'organiser son cabinet.

Le ministère est ainsi composé :

SENARD, — ministre de l'Intérieur.

GAUDCHAUX, — des Finances.

BETHMONT, — de la Justice.
LAMORICIERE, — de la Guerre.
CARNOT, — de l'Instruction Publique.
TOURET, — du Commerce.
RECURT, — des Travaux Publics.
BASTIDE, — des Affaires Etrangères.
LEBLANC, — de la Marine.

L'amiral Leblanc ayant refusé le portefeuille de la marine; ce département fut confié à M. Bastide, et le général Bedeau fut appelé aux affaires étrangères.

(J. DO COMMERCIO.)

BOURSE DE PARIS—(3 JUILLET.)

Le nouveau gouvernement semblait inspirer une grande confiance, et cette circonstance produisait une notable amélioration dans les fonds publics. Le 3 0/0 était à 47, 75 le 5 0/0 à 72, 50. Cette hausse est jusqu'au jourd'hui la plus forte qu'avaient subi les fonds publics depuis la révolution de Février.

AVIS A NOS ABONNES.

Nous sommes obligés de reproduire aujourd'hui les quatre pages des GIRONDINS que nous avions hier mal placées sous presse.



MARINE.



MOUVEMENT DU PORT.

ENTREES—1 SEPTEMBRE.

Rio Janeiro, packet de S. M. B. KESTREL.

Rio Janeiro, brick goelette brésilien EDELINA, à Calvo, avec farine, idem de manioc, morue, lard, maïs, etc.

Rio Grande, galiote hollandaise ANNA AUGUSTA, à E. Gouland, avec 99 têtes de bétail.

AVIS NOUVEAUX.

ON SE DESEA ENCONTRAR

A inmediaciones de esta imprenta una casita de dos ó tres piezas como para un matrimonio, prefiriéndose la que tenga

buen patio, para lo cual se dará una fianza. El que la tenga y quiera alquilarla puede dirigirse a esta imprenta.

AVIS DIVERS.

Gants et cravattes

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 mai n. 251, maison du Consul Italien.

— Un cuisinier Français. —

Sachant bien son état, ainsi que la pâtisserie et la confiserie, desirer trouver un emploi.

S'adresser au bureau du "Patriote."

À vendre ou à Louer.

Une "Pulperia et Confiteria," en face de l'Eglise du Cordon.

S'adresser chez M. Villate, café de "l'Espérance," au cote gauche du Marche en allant dehors.

AVISO A LOS AFICIONADOS A LA LENGUA CASTELLANA. NUEVA GRAMATICA ESPAÑOLA.

Sobre un plan muy metódico, con un tratado de la ortografía moderna, según la academia española, y otro de la sintaxis con ejercicios de análisis gramatical y lógico; 1 vol. en 8.º — precio 12 reales. En la librería de D. Jaime Hernandez y en la Nueva calle del 25 de Mayo.

Le propriétaire-gérant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n.º 162.

XVII.

L'empereur aurait la direction suprême de la guerre en Belgique; le duc de Saxe Teschen y commanderait son armée. Quinze mille hommes de ses troupes couvriraient la droite des Prussiens et feraient leur jonction avec eux vers Longwy. Vingt mille hommes de l'empereur, commandés par le prince de Hohenlohe, se porteraient entre le Rhin et la Moselle, couvriraient la gauche des Prussiens, et opéreraient sur Landau, Sarrelouis, Thionville. Un troisième corps, sous les ordres du prince Esterhazy, et renforcé de cinq mille émigrés conduits par le prince de Condé, menacerait les frontières, depuis la Suisse jusqu'à Philippebourg. Le roi de Sardaigne aurait son armée d'observation sur le Var et sur l'Isère. Ces dispositions faites, on résolut de répondre à la terreur par la terreur, et de publier au nom du généralissime, du duc de Brunswick, un manifeste qui ne laissât à la Révolution française d'autre alternative que la soumission ou la mort.

M. de Calonne l'inspira. Le marquis de Limon, ancien intendant des finances du duc d'Orléans, d'abord révolutionnaire ardent comme son

maître, puis émigré et royaliste implacable, écrivit le manifeste et le soumit à l'empereur. L'empereur le fit approuver du roi de Prusse. Le roi de Prusse l'imposa au duc de Brunswick. Le duc murmura et demanda la faculté d'adoucir quelques termes. Les souverains le lui permirent. Le marquis de Limon, appuyé par le parti des princes français, rebaptisa le texte. Le duc de Brunswick s'indigna et déchira le manifeste, sans oser toutefois le désavouer. La proclamation parut avec toutes ses insultes et toutes ses menaces à la nation française. L'empereur et le roi de Prusse, instruits des secrètes faiblesses du duc de Brunswick pour la France, et de l'offre de la couronne que les factieux lui avaient faite, firent subir la responsabilité de cette proclamation à ce prince comme une vengeance ou comme un désaveu. Cet impérieux défi des rois à la liberté menaçait de mort tous les gardes nationaux qui seraient pris les armes à la main défendant leur indépendance et leur patrie, et, dans le cas où le moindre outrage serait commis par les factieux contre la majesté royale, il annonçait « qu'on raserait Paris de la surface du sol. »

DEUXIEME PARTIE.

LIVRE TROISIEME.

I.

Pendant que l'imminence d'une guerre à mort agitait le peuple et menaçait le roi, la discorde continuait à régner dans le conseil des ministres. Le ministre de la guerre Servan était accusé par Dumouriez d'obéir, avec une servilité qui ressemblait plus à l'amour qu'à la complaisance, aux influences de Mme Roland, et de faire échouer tout le plan d'invasion en Belgique. Les amis de madame Roland, de leur côté, menaçaient Dumouriez de lui faire demander compte par l'Assemblée des six millions de dépenses secrètes dont ils suspectaient l'emploi. Déjà même Guadet et Vergniaud avaient préparé des discours et un projet de décret pour demander le compte public de ces sommes. Dumouriez, qui s'était acheté des amis et des complices, avec cet or, parmi les Jacobins et les Feuillants, se révolta contre le soupçon, se refusa, au nom de son honneur outragé, à tout rendement de compte, et offrit résolument sa démission. A cette nouvelle, un grand nombre de membres de l'Assemblée, de Feuillants, de Jacobins, Péthion lui-même, se rendent chez le ministre outragé, et le conjurent de garder son poste. Il y consent à condition

qu'on laissera la disposition de ces fonds à sa seule conscience. Les Girondins intimidés eux mêmes par sa retraite, et sentant qu'un homme de ce caractère était indispensable à leur faiblesse, renoncèrent à leur décret et lui votèrent la confiance publique. Le peuple l'applaudit en sortant de l'Assemblée. Ces applaudissements retentissaient douloureusement dans le conciliabule de madame Roland. La popularité de Dumouriez la rendait jalouse. Ce n'était pas à ses yeux la popularité de la vertu. Elle la voulait tout entière pour son mari et pour son parti. Roland et ses collègues girondins, Servan Clavière, redoublaient d'efforts, de violences sur l'esprit du roi, et de dénonciations pour la conquérir. Flatter l'Assemblée, courtiser le peuple, irriter les Jacobins contre la cour, obséder le roi par la demande impérieuse de sacrifices qu'ils savaient lui être impossibles, le dénoncer soudainement à l'opinion comme la cause de tout le mal, comme l'obstacle à tout bien, le contraindre enfin, à force d'insolences et d'outrages, à les chasser pour l'accuser ensuite de trahir eux la Révolution, telle était leur tactique, résultant de leur faiblesse plus encore que de leur ambition.